



Mercredi 21 juin 2023

Le Président de la République procède à l'inauguration de la 54e édition de la FIA

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a procédé, mardi, au Palais des expositions (Pins maritimes, Alger), à l'inauguration de la 54e édition de la Foire internationale d'Alger (FIA), placée sous le thème "Algérie: vision et nouvelles perspectives".

Le Président de la République a été accueilli au Palais des expositions par le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, le Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP), le Général d'Armée Saïd Chanagriha, ainsi que le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, M. Tayeb Zitouni, le wali d'Alger, M. Mohamed Abdennour Rabhi.

Près de 640 exposants, algériens et étrangers, prennent part à cette édition qui ouvre ses portes mardi et se poursuivra jusqu'au 25 juin en cours.

L'Italie est l'invité d'honneur de cet évènement économique de grande importance, organisé sous le haut patronage du Président de la République.

Le nouveau cadre juridique régissant les investissements a amélioré le climat des affaires dans le pays.

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune s'est félicité, mardi à Alger, de l'amélioration significative du climat des affaires en Algérie, à la faveur du nouveau cadre juridique régissant les investissements.

Le président de la République qui visitait différents pavillons à la Foire internationale d'Alger (FIA) au palais des expositions (Pins maritimes), dont il a présidé l'ouverture cet après-midi, a affirmé que "les investisseurs se heurtaient, il y a quelques années, à de grandes entraves, mais aujourd'hui, leur prise en charge connaît une nette amélioration, notamment après la promulgation de la nouvelle loi".

Le président de la République qui s'est rendu au stand de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), a rappelé que "par le passé, ça prenait cinq (5) années à l'investisseur pour lancer son projet", se disant confiant quant au travail accompli par l'agence, créée l'année dernière.

Selon les chiffres fournis par Omar Rekkache, Directeur général de l'AAPI, "la valeur des projets d'investissement déclarés à la mi-juin, s'élève à 8 milliards USD, alors que le nombre d'emplois créés par les projets inscrits, dépasse les 65.000 postes".

Le même responsable a, également, fait état d'un travail en cours au niveau de l'agence pour définir les critères d'octroi du foncier industriel aux investisseurs.

"Ces chiffres devraient décupler à l'avenir", a ajouté M. Rekkache, dans ses explications au Président de la République, ajoutant que "les opérateurs économiques ont adhéré à la nouvelle approche pour l'organisation et la promotion de l'investissement en Algérie".

Au niveau des stands dédiés aux start-up, le Président Tebboune s'est intéressé à une entreprise ayant mis au point un robot capable d'accéder à des endroits à accès difficile, inaccessible aux pompiers lors des incendies. Le président de la République s'est engagé à faciliter l'octroi de brevet au profit de cette invention, en vue de sa commercialisation en Algérie.

Cette invention consiste, selon le chef de l'entreprise l'ayant développée, en un robot téléguidé qui peut avancer sur une distance de 300 mètres et accéder à des endroits inaccessibles aux pompiers, avec une autonomie de batterie de six (6) heures.

Ce robot qui opère par intelligence artificielle est doté d'une caméra thermique qui permet de détecter les foyers d'incendie et d'accéder aux endroits inaccessibles et dans les tunnels.

FIA: l'Algérie pour un partenariat stratégique avec l'Italie

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a affirmé, mardi depuis le Palais des expositions à Alger, que l'Algérie était favorable à l'établissement d'un partenariat stratégique avec l'Italie et au renforcement de la coopération entre les deux pays dans divers domaines et secteurs.

Le Président Tebboune qui présidait l'ouverture de la 54e édition de la Foire internationale d'Alger (FIA), qui connaîtra pour la première fois le lancement d'un salon algérien virtuel dédié aux secteurs stratégiques, s'est rendu au pavillon de l'Italie, invitée d'honneur de cette édition, où il a eu des échanges avec les différents opérateurs.

Dans ce contexte, le président de la République a souligné l'importance de la coopération entre les deux pays dans plusieurs domaines, se félicitant du niveau des relations unissant l'Algérie et l'Italie depuis de longues années. L'Algérie "est prête à coopérer avec l'Italie dans tous les domaines intéressant les deux pays", a-t-il ajouté.

Algérie/Italie: examen des moyens de renforcer la coopération bilatérale

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni a reçu, mardi à Alger, le ministre italien des Entreprises et du Made in Italy, Adolfo Urso et la délégation qui l'accompagne, et évoqué avec lui les voies et moyens de renforcer la coopération économique et commerciale entre les deux pays, indique un communiqué du ministère.

Lors de cette rencontre, M. Zitouni a mis l'accent sur l'importance du partenariat économique liant les deux pays. Il a appelé "à son renforcement et à son élargissement dans divers domaines dans l'intérêt des deux pays et peuples", d'autant que le volume des échanges entre les deux pays dépasse 20 milliards de dollars", précise le communiqué.

Le ministre italien, a salué, pour sa part, la qualité des relations bilatérales entre les deux pays, affirmant que l'Algérie "est un partenaire stratégique pour l'Italie".

Il a également exprimé ses remerciements pour le choix de son pays en tant qu'invité d'honneur de la 54e édition de la Foire internationale d'Alger (FIA).

Au terme de l'audience, MM. Zitouni et Urso se sont félicités "des bonnes relations liant les deux pays et ont réaffirmé leur engagement à les renforcer à l'avenir", ajoute la même source.



Le président de la République met fin aux fonctions du ministre de la Communication.

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a mis fin mardi aux fonctions du ministre de la Communication, Mohamed Bouslimani, indique un communiqué de la Présidence de la République.

"Après consultation du Premier ministre, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a mis fin aux fonctions du ministre de la Communication, Mohamed Bouslimani et a chargé la Secrétaire générale du ministère d'assurer l'intérim", précise le communiqué.



APN: examen des amendements proposés aux projets de lois sur la profession d'huissier de justice et la protection des terres relevant du domaine de l'Etat.

La Commission des affaires juridiques, administratives et des libertés de l'Assemblée populaire nationale (APN), s'est réunie mardi pour examiner les amendements proposés aux projets de lois relatifs à l'organisation de la profession d'huissier de justice et à la protection des terres relevant du domaine de l'Etat, a indiqué un communiqué de l'Assemblée.

Les travaux de cette réunion présidée par le président de la Commission, M. Zohir Kheladi, étaient consacrés à l'examen des amendements proposés au projet de loi modifiant et complétant la loi 03-06 portant organisation de la profession d'huissier de justice, et au projet de loi relatif à la protection et à la préservation des terres relevant du domaine de l'Etat, en présence des délégués des auteurs des amendements et des représentants du ministère de la Justice, précise la même source.

Le bureau de l'Assemblée avait proposé à la commission 31 amendements au projet de loi portant organisation de la profession d'huissier de justice, et 38 amendements au texte relatif à la protection et à la préservation des terres relevant du domaine de l'Etat.

Affaires étrangères : les informations sur l'injonction adressée à l'ambassadeur émirati de quitter le territoire algérien "dénuées de tout fondement".

Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger a "démenti en bloc" mardi soir, dans un communiqué de presse, "les informations dénuées de tout fondement relayées sur les réseaux sociaux et par certains médias", selon lesquelles le ministère aurait sommé l'ambassadeur émirati de quitter le territoire algérien.

"Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger rejette en bloc les informations dénuées de tout fondement relayées sur les réseaux sociaux et par certains médias, selon lesquelles le ministère aurait sommé l'ambassadeur émirati de quitter le territoire national et réaffirme que ces informations sont fausses et infondées et que les communiqués du ministère sont la seule source d'information", lit-on dans le communiqué.

"Le porte-parole du ministère a souligné la solidité des relations privilégiées algéro-émiraties établies entre les deux pays et peuples frères, mettant en relief le souci commun de les hisser aux plus hauts niveaux, conformément à la volonté des dirigeants des deux pays, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune et son frère, le président des Emirats arabes unis, son Altesse Cheikh Mohamed Ben Zayed Al-Nahyane", a conclu la même source.



Cheikh Hamad ben Khalifa Al Thani chez Tebboune Alger-Doha : une vision d'avenir.

Le Qatar et l'Algérie sont complémentaires. Les dirigeants des deux pays l'ont on ne peut mieux compris.

Le président de la République a reçu, avant-hier à Alger, Cheikh Hamad ben Khalifa Al Thani, l'Émir-père de l'Émir de l'État du Qatar. Bien que l'invité du Président n'occupe aucune fonction officielle connue au Qatar, ce qui éloigne cette visite d'une lecture politique formelle quant à ce que pourraient se dire les deux hommes. Il reste que Cheikh Hamad ben Khalifa Al Thani conserve une autorité morale indéniable dans son pays. Il va donc de soi que sa parole pèse et ses gestes portent encore une signification particulière au Qatar, ainsi qu'au niveau de tout l'entourage de l'Émirat et ses partenaires stratégiques. L'Algérie figure bien entendu sur la

short liste des nations avec lesquelles le Qatar a jeté les bases d'un partenariat pérenne et sérieux, en témoigne les investissements plus qu'appréciables dans la filière sidérurgique, notamment.

Bien plus que l'aspect économique, l'Émirat qui, faut-il le souligner a honoré toutes les invitations de l'Algérie, avec un niveau de représentation au plus haut niveau de l'État, confirme donc les liens solides en élevant, en quelque sorte, l'intérêt qu'il réserve à l'amitié qu'il partage avec l'Algérie. Le président Tebboune qui, faut-il le rappeler, est l'un des acteurs primordiaux de cette relation exceptionnelle, n'a jamais démenti son attachement à la préserver, au moment où le Conseil de coopération du Golfe a imposé des sanctions à Doha et surtout lorsque l'Occident a mené une campagne acharnée contre l'organisation du Mondial de football 2022 au Qatar, sous le fallacieux prétexte de préservation de l'environnement. On se souvient au plus fort de la campagne de dénigrement, le président de la République a usé d'un ton direct et sans nuance en soutenant l'Émirat tout en dénonçant la cabale dont il a été victime.

La vindicte occidentale n'avait en réalité d'autres objectifs, que celui de frapper le Qatar dans son Soft Power, la diplomatie sportive. Une activité que l'Émirat a élevé au rang de grand art. Il a multiplié les investissements dans ce domaine et gagné en visibilité bien plus que de grandes nations. Doha a réussi à imposer sa marque de fabrique, jusqu'à placer le sport comme un argument béton d'améliorer l'image d'une diplomatie. Et c'est ce point fort que l'Algérie a défendu à contre-courant d'un discours hypocrite. Le stratagème occidental a échoué, le Mondial a été le plus beau de l'histoire de la FIFA et l'Algérie a démontré sa fidélité dans l'amitié.

Il est clair que le soutien d'Alger a consolidé les relations entre les deux pays et permis d'envisager une collaboration plus étroite dans de nombreux domaines d'activité, dont les énergies renouvelables, le tourisme et dans plusieurs filières industrielles. Le Qatar apporte à l'Algérie une expertise certaine en matière de relations d'affaires à l'international. Doha est, effectivement, l'une des plaques tournantes du monde de l'entrepreneuriat et dispose d'un carnet d'adresses appréciable. Ses disponibilités financières peuvent servir à d'importants investissements en Algérie.

Cela dit, au vu de la taille de chaque pays, son positionnement géostratégique, son poids géopolitique et sa force démographique, les ambitions ne sont certainement pas les mêmes, selon qu'on soit à Alger ou Doha. Mais il est un point commun entre les deux nations et les deux sociétés, à savoir celui de réaliser la paix et la sécurité dans les limites des territoires nationaux. En cela, le Qatar et l'Algérie sont complémentaires. Les dirigeants des deux pays ont on ne peut mieux compris l'intérêt de l'un et l'autre de construire, non seulement un partenariat politique et économique, mais une destinée commune, dans un espace Mena, aujourd'hui mouvement et qui peut réserver beaucoup de surprises. Il existe une prise de conscience dans les deux capitales et la visite de Cheikh Hamad ben Khalifa Al Thani apporte une caution morale inestimable au projet commun algéro-qatari.

L'ambassadrice de Turquie quittera l'Algérie après avoir eu une distinction méritée

Satisfaction et ambitions d'investissements.

Distinction inédite que l'ambassadrice turque doit au travail qu'elle a accompli en Algérie de janvier 2020 à aujourd'hui.

L'ambassadrice de Turquie a achevé sa mission en Algérie avec les honneurs. Elle a eu droit à une gratification présidentielle. Mahinur Ozdmir Goktas a été décorée par le président Tebboune de l'Ordre du Mérite national «Jadir». Distinction très rare que la future ministre dans le prochain gouvernement turc doit essentiellement au travail qu'elle a accompli en Algérie. Son bilan est éloquent. L'histoire retiendra que c'est son bilan d'ambassadrice en Algérie qui l'a propulsée au rang de ministre. Son passage en Algérie a été couronné de succès à tout point de vue. Au-delà de ce qui a été sur le plan humain et culturel, le volume des échanges entre Alger et Ankara a atteint les milliards USD. Un volume important que la diplomate turque voulait porter à 10 milliards USD. C'était l'ambition affichée alors qu'elle était encore ambassadrice.

Et c'est l'ambition à laquelle elle tient davantage maintenant qu'elle rejoindra le gouvernement. C'est ce qu'elle a souligné au sortir de l'audience que lui a accordée le président Tebboune au terme de sa mission en Algérie. «Le partenariat entre les deux pays est appelé à se renforcer davantage dans tous les domaines», a-t-elle annoncé. Non sans une note de satisfaction et de fierté. Elle a souligné que les relations de coopération entre l'Algérie et la Turquie se sont intensifiées, ces dernières années.

«Ces résultats positifs» trouvent leur ancrage à travers les visites de très haut niveau, dont celles du président Recep Tayyip Erdogan en Algérie et du président Abdelmadjid Tebboune en Turquie, a-t-elle fait savoir. Ces visites ont été marquées par la signature de plusieurs accords «importants et stratégiques», a-t-elle rappelé, tout en exprimant son souhait de voir les relations bilatérales se renforcer davantage. La diplomate turque a fait état, par ailleurs, de la présence en Algérie d'environ 1 560 sociétés turques contre seulement 900 en janvier 2020, soit à l'année de son arrivée en Algérie. Sur la distinction qu'elle a eue, Mme Goktas s'est dit «très honorée» d'avoir reçu la médaille «Jadir» de l'Ordre du Mérite national qui lui a été décernée par le président Tebboune. «Cela a été une surprise pour moi, étant donné que c'est la première fois dans l'histoire de l'Algérie qu'un ambassadeur reçoit cette médaille. Cela démontre vraiment l'amitié et la fraternité qui existent entre l'Algérie et la Turquie et tout le travail qui a été réalisé par les deux pays», a-t-elle souligné. «Je remercie infiniment le président Tebboune, le gouvernement et le peuple algériens pour leur amitié et leur fraternité», a-t-elle ajouté. «Pour moi, l'Algérie est plus qu'un pays ami et frère, c'est un pays dans lequel j'ai développé énormément de relations humaines et sociales. Je porte vraiment l'Algérie dans mon cœur en partant d'ici», a conclu l'ambassadrice turque. À noter qu'avant sa réception par le chef de l'État et sa distinction historique, l'ambassadrice turque a fait ses adieux aux présidents des deux chambres du Parlement et au Premier ministre. Signe d'une complicité qu'elle a vite cultivée dans ses rapports avec l'Algérie, Mme Goktas n'a pas cessé d'évoquer les projections d'investissements entre les deux pays. Devant les opérateurs économiques ou face aux

décideurs politiques, elle tenait à la réalisation des objectifs de coopération en portant à 10 milliards de dollars le volume des échanges commerciaux. «J'espère que nous atteindrons l'objectif dès que possible», avait-elle déclaré à plusieurs reprises devant les opérateurs des deux pays qu'elle n'a pas cessé d'encourager pour conclure de nouveaux partenariats. «Comme vous le savez bien tous, à partir des années 2000, le nombre des entreprises turques a connu un niveau très important en Algérie», a-t-elle affirmé. Alors qu'il n'y avait que sept entreprises avec des partenaires turcs en Algérie en 2000, aujourd'hui, ce nombre se chiffre en milliers. Depuis un an, 83 nouvelles entreprises avec des partenaires turcs ont été créées. Des chiffres que la diplomate exhibe pour dire sa «fierté» d'avoir placé la Turquie, comme le pays qui compte le plus grand nombre d'entreprises en Algérie. «En plus de nos investissements qui dépassent les 5 milliards de dollars, nos capacités d'emploi dépassent les 30 000», a-t-elle dit. Son successeur au poste d'ambassadeur de Turquie en Algérie doit en sentir la pression. Et le devoir d'en faire autant...



Mise en oeuvre du Plan national de réhabilitation et d'extension du Barrage vert

«8 milliards de dinars par an lui seront consacrés».

Le ministère de l'Agriculture compte augmenter les quotas de poudre de lait de certaines wilayas touchées par le phénomène des files d'attente.

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohamed Abdelhafid Henni s'est prêté, hier, longuement aux questions des députés. C'est une première qu'un ministre écoute et réponde à une série interminable de questions après avoir répondu déjà aux préoccupations des membres de l'assemblée soulevées lors de la séance consacrée au débat. Lequel s'est porté sur le projet de loi relatif aux forêts et aux richesses forestières. En tout état de cause, cela ne s'est jamais produit auparavant. «Le gouvernement a donné son feu vert pour la mise en oeuvre du Plan national de réhabilitation et d'extension du Barrage vert, en lui consacrant un montant de 8 milliards de dinars par an», a annoncé le ministre. Il s'agit de reboisement, ouverture des pistes, plantation en priorité des arbres fruitiers, exploitation hydrique, en favorisant une approche économique», indique-t-on. Le Barrage vert long de 1 500 km, couvre 3,5 millions hectares de forêts, notamment d'alfa, et concerne 13 wilayas. Pour mettre définitivement un terme aux longues files d'attente qui se forment devant les commerces en raison de la pénurie du lait en sachet subventionné, le ministre a indiqué que «son département compte mettre, en coordination avec l'Office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers (Onil), des quantités supplémentaires de poudre de lait à la disposition des laiteries privées ou affiliées au groupe public Giplait». En fait, il s'agit, précise-t-il, «d'augmenter entre 30 et 40% les quotas en poudre de lait en faveur de certaines wilayas souffrant de ce phénomène de chaînes humaines...». Ces quantités, dit-il «seront puisées dans les stocks de sécurité». Il a, en outre, fait savoir qu'«au total 118 laiteries sont recensées au niveau national dont 15 du droit public et 105 privées». Dans ce contexte, il a évoqué l'important investissement étranger, qui sera réalisé par la société qatarie «Baladna» de production laitière dans la wilaya de Djelfa. «La touche finale de ce projet d'une capacité de 336 millions de litres de lait par an et qui sera opérationnel durant l'année prochaine «sera mise incessamment par les autorités locales au niveau de la wilaya suscitée», a-t-il ajouté.

S'agissant de la flambée sans précédent des prix du mouton de l' Aïd, le ministre a soutenu que «son département n'est pas en mesure d' influencer les prix de vente qui sont déterminés par le marché». Toutefois, précise-t-il, «le coût des aliments pour bétails commercialisés au niveau des 88 points de vente de l'Office national des aliments du bétail (Onab) est resté fixé à 3 200 dinars le quintal». S'agissant de la demande d'intégration des bénéficiaires d'allocation chômage dans le secteur des forêts en vue de prêter main forte à la prévention et la lutte contre les incendies, il indique que «la signature d'une convention avec le ministère du Travail dans ce sens est possible». À propos du problème d'édications des décrets d'application, le ministre a souligné que «18 textes d'application accompagnant la présente loi sont d'ores et déjà élaborés et seront déposés incessamment au niveau du secrétariat général du gouvernement». Une vaste opération de numérisation du secteur de l' agriculture a été lancée en coordination avec le ministère des Finances, notamment avec les services spécialisés du cadastre, des Domaines... Sur un autre plan, le ministre a rassuré quant à la facilitation des procédures de déclassement des périmètres forestiers dans le cadre de réalisation de projets d'utilité publique ou de développement local. La preuve en est, poursuit-il, l'ensemble des dossiers de déclassement présentés entre 2022 et 2023 ont été validés. «S'il y a un retard, il est souvent accusé au niveau local lors d'établissement des plans cadastraux...», a-t-il ajouté. «Notons qu'à la faveur de la présente loi, la réponse à la demande de déclassement d'un périmètre forestier qui se manifeste au niveau local doit passer par le Conseil du gouvernement et le Conseil des ministres.» Par ailleurs, le ministre a révélé qu' «une demande d'équiper en arme la police des forêts a été présenté auprès du ministère de la Défense nationale».



Développement des exportations hors hydrocarbures Une avancée déterminante pour l'avenir.

Nous avons réussi, pour la première fois, à augmenter le volume des exportations de 1,7 milliard de dollars en 2019 à 5 milliards de dollars en 2021, puis à 7 milliards de dollars en 2022.

Dans une conjoncture économique nouvelle, la 54e édition de la Foire internationale a ouvert ses portes, hier, avec la ferme détermination de hisser la destination «Algérie» pour l'investissement et les échanges à la vitesse supérieure. Forte d'avancées indiscutables sur tous les plans, la diversification de l'économie nationale vise à travers cet événement de confirmer et de valoriser les résultats obtenus ces dernières années. À ce titre, l'activité des exportations hors hydrocarbures est en phase de rayonner sur cette édition de la FIA, avec des atouts confirmés, et des objectifs ambitieux à atteindre. En ligne de mire, celui d'atteindre les 13 milliards de dollars cette année qui se présente comme un accomplissement visant à couronner les actions dédiées à l'instauration de la nouvelle politique économique. Il y a lieu de convenir qu'en un laps de temps très court, les exportations hors hydrocarbures ont effectué un bond inédit, qui, aujourd'hui, constitue une base solide pour porter l'ultime objectif de l'indépendance des revenus des hydrocarbures. C'est dans cette optique que le président de la République a tenu à indiquer lors de sa visite en Russie que «si on le compare au passé, nous avons réussi, pour la première fois, à augmenter le volume des exportations de 1,7 milliard de dollars en 2019 à 5 milliards de dollars en 2021, puis à 7 milliards de dollars en 2022, soit une

progression annuelle de 30%», l'objectif étant d'arriver à 13 milliards de dollars cette année, pour booster le développement». En matière de chiffres et à titre illustratif, les opérations d'exportation dans le domaine des matériaux de construction notamment, le ciment et le clinker, ont permis de confirmer l'émergence de la nouvelle dynamique, avec plus de 80 millions de dollars d'exportations réalisés par Lafarge Holcim, dont le ciment, et près de 123 millions de dollars pour le groupe industriel des ciments d'Algérie, Gica. Sur cet élan, plusieurs produits algériens ont connu un écho plus que favorable sur les marchés internationaux, et aspirent à un développement plus important pour les exercices à venir. Il faut dire que ces résultats ont été possibles, grâce aux actions de réformes profondes opérées dans l'objectif de redynamiser la production nationale, à travers la mise en place de nouveaux mécanismes de fonctionnement et de gestion essentiellement axés sur l'instauration des principes de performance et d'attractivité. auxquels s'ajoutent, une détermination et une volonté politique, qui se sont exprimées sur le terrain par les effets de la nouvelle loi sur l'investissement, et par les mesures inédites de facilitations. Des ouvertures économiques qui ont eu un impact plus qu'important sur les capacités de production, et notamment sur la compétitivité des produits algériens. Autrement dit, si ces derniers connaissent depuis ces dernières années un essor indiscutable sur les marchés étrangers, cela est dû essentiellement aux différentes actions de modernisation, de recadrage juridique, d'amélioration de la qualité, et notamment de l'exploitation d'avantages comparatifs, tel que le coût de l'énergie, et celui de la main-d'oeuvre. Mis en valeur, ces nouveaux arguments économiques, ont permis également de repositionner l'Algérie sur l'échiquier économique international, à travers la valorisation de son rang géostratégique en tant que portail de l'Afrique. Une position plus que jamais visible à travers ces avancées qui, en profondeur, révèlent les réelles capacités de l'Algérie à atteindre ses objectifs. Celui de 13 milliards de dollars dans le domaine des exportations, est à portée de main, selon plusieurs experts. Dans ce sens, cette activité se présente comme le cheval de bataille de l'économie nationale, et revêt une importance capitale pour la concrétisation des axes du Plan d'action du gouvernement. D'où l'importance de l'organisation de manifestations économiques telles que la FIA qui offre des opportunités de partenariats en or, particulièrement dictés par les derniers développements économiques mondiaux.



L'Algérie condamne fermement la prise d'assaut de la résidence de son ambassadeur à Khartoum.

L'Algérie a condamné fermement mardi la prise d'assaut et le saccage de la résidence de son ambassadeur dans la capitale soudanaise Khartoum, réitérant son appel à toutes les parties soudanaises à "arrêter de s'entretuer et à favoriser le dialogue pour surmonter les différends et mettre fin à la crise", indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger.

"L'Algérie condamne fermement la prise d'assaut et le saccage de la résidence de l'ambassadeur d'Algérie à Khartoum et insiste sur la nécessité de poursuivre les auteurs responsables de cet acte criminel qui constitue une violation du droit international et des us diplomatiques", souligne le communiqué.

"L'Algérie insiste sur la nécessité de protéger les sièges des missions diplomatiques et réitère son appel à toutes les parties soudanaises à arrêter de s'entretuer et à favoriser le dialogue pour surmonter les différends et mettre fin à la crise selon les aspirations légitimes du peuple soudanais frère", ajoute la même source.

Pour rappel, l'Algérie avait procédé à l'évacuation de son personnel diplomatique en poste au Soudan ainsi que les membres de la communauté nationale suite à la regrettable crise que connaît ce pays frère.



Création d'une monnaie commune aux BRICS : Un facteur d'équilibre

Interrogé sur les principaux défis liés à la création d'une monnaie commune pour les Brics, l'expert international en économie, le professeur M'hamed Hamidouche, indique que «les économies des Brics ont des caractéristiques économiques et politiques différentes, ce qui peut compliquer la coordination et la mise en œuvre d'une politique monétaire commune».

Les niveaux de développement économique et les structures économiques de ces pays sont également différents, ce qui peut entraîner des effets économiques différents sur chaque pays membre», a expliqué le professeur M'hamed Hamidouche. De plus, dit-il, «la monnaie commune nécessiterait un accord politique entre les pays concernés et la mise en place d'institutions communes, telles qu'une banque centrale. Cela pourrait prendre du temps et nécessiter des ajustements économiques importants pour chaque pays participant. Il faut savoir que la monnaie commune pourrait être influencée par des facteurs géopolitiques et géoéconomiques. Par exemple, les relations entre certains pays Brics, tels que la Chine et l'Inde, ont été tendues dans le passé, ce qui pourrait compliquer la mise en œuvre d'une monnaie commune. En somme, «passer à la mise en œuvre d'un projet de création d'une monnaie commune est un projet complexe qui nécessite une coordination et une coopération étroites entre les pays membres», analyse-il. Abordant les avantages et les inconvénients de la création d'une monnaie unique pour le cas des pays Brics, l'analyste souligne qu'une monnaie commune peut constituer un facteur d'équilibre dans les échanges économiques, commerciaux et financiers internationaux, dans ce sens où «cela peut avoir pour chacun des pays concernés des avantages potentiels, tels que la facilitation des échanges, en éliminant les frais et les fluctuations des taux de change, le renforcement de la stabilité financière en limitant les risques de crise monétaire, la promotion de l'intégration économique et le renforcement de la position des pays membres sur la scène internationale, en créant une monnaie forte qui peut rivaliser avec les autres monnaies du monde comme le dollar, l'euro et le yen». «cela nécessite des ajustements économiques, notamment en termes de politique monétaire et fiscale. De plus, elle peut avoir des effets différents sur les économies des pays membres, en fonction de leurs structures économiques», soutient-il. Par ailleurs, il ajoute que «la création d'une banque centrale commune peut entraîner des coûts administratifs et des dépenses liées aux systèmes de paiement». Enfin, la monnaie commune peut subir des pressions politiques, notamment en cas de disparités économiques ou de divergences politiques entre les pays membres», précise-il, ajoutant que pour mettre en œuvre avec succès un projet de création

d'une monnaie commune pour les Brics, une coordination étroite entre les pays membres et l'établissement d'un cadre institutionnel solide seront nécessaires. Ces pays devraient collaborer afin de résoudre les éventuels problèmes économiques et politiques qui pourraient surgir.

En général, ce type de projet implique la mise en place d'un cadre institutionnel, la fixation du taux de change, la gestion des problèmes d'inflation, la garantie de la stabilité financière et l'élimination des obstacles politiques. Enfin, «il est crucial de veiller à assurer la stabilité financière, pour laquelle les pays des Brics devraient prendre des mesures, notamment en mettant en place des politiques monétaires et fiscales saines», selon l'analyste.



Chiffre du jour : Le Brent à 76,28 dollars le baril

Les cours du pétrole débutaient, hier, la semaine en baisse, les investisseurs se montrant toujours inquiets quant à la demande chinoise d'or noir. Le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en août, perdait 0,43% à 76,28 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI) pour livraison en juillet, abandonnait aussi 0,43% à 71,47 dollars.



Assurances des exportations : La Cagex sensibilise les opérateurs économiques.

Dans le cadre d'un cycle de conférences lancé, en mai dernier, pour sensibiliser les opérateurs économiques sur l'importance des assurances dédiées aux exportations, la Compagnie algérienne d'assurance et de garantie des exportations (Cagex) organise, ce mercredi à Alger, une rencontre avec des chefs d'entreprises du secteur public et privé, avec la participation d'experts universitaires et professionnels.

Plus de 300 opérateurs économiques participent à la rencontre thématique sur l'assurance de garantie d'exportation organisée par la Cagex. C'est la troisième conférence du genre, après celles tenues à Oran et à Sétif, il y a quelques semaines, dans le but de se rapprocher des exportateurs algériens et de les convaincre de l'utilité d'assurer leurs marchandises destinées à l'export. Selon Salim Koudil, conseiller du PDG de la Cagex, l'organisation des deux dernières rencontres à l'est et à l'ouest du pays a permis à la Compagnie de relever un certain engouement de la part des opérateurs économiques à vouloir comprendre le fonctionnement de l'assurance à l'export et de découvrir les différentes formules d'assurance proposées par la Cagex. Cette dernière, faut-il rappeler, est chargée d'assurer, pour son propre compte, les

risques commerciaux, et pour le compte de l'Etat les risques politiques, les risques de non-transfert et de catastrophes naturelles. En clair, si un exportateur algérien n'est pas payé pour sa marchandise, c'est la Cagex qui l'indemnise à hauteur de 80% sur les risques commerciaux et à hauteur de 90% sur les risques politiques.

Toutefois, pour que l'assurance prenne effet, l'exportateur assuré doit signaler tout impayé à la Compagnie, le plus tôt possible et dans la limite de soixante jours de la date d'échéance initiale. Selon Koudil, «la Compagnie compte à fin 2022 plus de 240 exportateurs clients assurés», dont la majorité évolue dans le secteur privé, notamment ceux exportant la datte algérienne. En matière de sensibilisation, la Cagex a aussi pour mission d'encourager et de promouvoir les exportations algériennes hors hydrocarbures, mais aussi d'inciter les opérateurs économiques nationaux exportateurs à souscrire une assurance de garantie d'exportation. La dynamique enregistrée par l'activité d'exportation hors hydrocarbures, ces derniers mois, s'est positivement répercutée sur la santé financière de la Cagex, puisqu'elle a réalisée, en 2022, une hausse de près de 50% du chiffre d'affaires, soit un montant de 85,63 milliards de dinars, en augmentation de 47% par rapport à 2021.

La Compagnie s'attelle actuellement à développer de nouveaux produits d'assurance comme l'assurance des investissements à l'étranger, le recouvrement des créances, ou encore la vente d'informations. Elle travaille parallèlement à accélérer le processus de transformation digitale de son fonctionnement, à travers le parachèvement du progiciel intégré des systèmes d'informations «ERP» de ses activités.



L'expert en finances, Djeloul Slama : Les banques doivent se défaire de leur peur.

Le ministre des Finances, Laâziz Faïd, a appelé dernièrement l'ensemble des banques publiques à renforcer les financements destinés aux entreprises et aux professionnels dans les différents secteurs, et ce, à travers la proposition de formules de financement adaptées. Il leur a également demandé de s'aligner sur les changements dans les besoins du marché, sur le comportement du consommateur algérien et à se mettre au diapason du développement technologique.

A ce propos, l'expert en finances, le Dr. Djeloul Slama, estime, qu'avant de penser au renforcement des formules de financements, il faudra d'abord inciter les banques publiques à réfléchir autrement et à se défaire du cloisonnement bureaucratique qui sévit toujours, accentué par la peur dans la prise de décision et dans la prise de risques. «C'est la peur dans la prise de décision et des risques qui fait que la mission du banquier algérien, d'une façon générale, se trouve réduite à celle de la surveillance des mouvements de caisse. C'est ce qui fait aussi que nos banquiers appréhendent toute tentative de réforme en profondeur et

structurelle», observe-t-il. De son avis, avant donc d'aller à la quête de nouvelles formules de financement, il faudra commencer par changer les mentalités et les modes de fonctionnement bancaires actuels en puisant dans la sève de l'intelligence financière qui permet au train des réformes structurelles d'avancer dans le bon sens et de relever les défis, de la numérisation notamment. Les entreprises algériennes, privées surtout, note-t-il, sont souvent confrontées à des difficultés dans l'obtention de crédits bancaires. Une situation qui perdure, selon lui, en dépit des efforts déployés pour plus de fluidité.

«Fort heureusement, la formule du leasing allège quelque peu cette situation, arrangeant le banquier surtout. Car elle lui permet de garder la main haute sur l'actif de l'entreprise-emprunteuse en bon gage de crédit», souligne-t-il. Nos banques, d'une façon générale, constate-t-il, accordent plus de crédits aux entreprises publiques que privées afin de minimiser les risques. «Le risque est presque nul dans une équation emprunteur public-prêteur public. C'est le contribuable et le Trésor public qui assument le risque bancaire», explique-t-il, soutenant qu'en réalité, ce dont le marché financier a le plus besoin aujourd'hui, c'est le courage dans la prise de décision et des risques.

Un nouveau modèle monétaire

«Ce ne sont pas les formules de financement et les services bancaires qui manquent véritablement, mais c'est le courage dans l'octroi des crédits qui fait encore défaut. Il faut tout simplement oser. Je pense que tout l'effort doit être orienté vers l'élaboration d'un nouveau modèle bancaire et monétaire permettant une meilleure gouvernance de l'économie algérienne», soutient-il. D'autant que notre économie, rappelle-t-il, aspire à joindre le groupe des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) et à s'affirmer comme étant un partenaire phare en termes de croissance. Toujours de son avis, il est temps, aujourd'hui, de se défaire du type de gestion du système bancaire actuel et de pousser le banquier à ne plus se contenter d'assumer le rôle d'un simple fonctionnaire opérant à l'abri de toute épreuve managériale.

«Pour ce qui est des nouvelles formules de financement, comme souhaité par le ministre des Finances, nous pouvons puiser dans l'expérience des banques privées qui ont réussi à accompagner les entreprises et faire appel à des bureaux d'ingénierie financière qui peuvent proposer de nouvelles pistes dans ce cadre aux banques publiques», conclut-il.

ELLE COÏNCIDE CETTE ANNÉE AVEC UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE NATIONALE AU PLUS FORT : Tebboune lance la 54e FIA

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, accompagné du ministre italien des Entreprises et du Made in Italy, Adolfo Urso, a procédé, hier, à l'inauguration officielle de la 54e Foire internationale d'Alger, laquelle se poursuivra jusqu'au 25 juin.

Reçu au Palais des expositions par le Premier ministre, Aïmène Benabderrahmane, le général de Corps d'Armée et chef d'état-major, Saïd Chengriha, et du ministre du Commerce, Tayeb Zitouni, le chef de l'état a donné le coup d'envoi de cette manifestation d'envergure, en présence de membres du gouvernement algérien et de représentants du Corps diplomatique accrédités en Algérie. Intervenant dans un contexte favorable à l'économie algérienne, caractérisé durant ces derniers mois par une dynamique sans précédent et un climat de coopération bilatérale des plus fructueux avec bon nombre de pays étrangers, cette nouvelle édition de la FIA sera marquée par une présence italienne de choix, en tant qu'invité d'honneur, et qui sera représentée par 13 exposants activant dans les secteurs de l'énergie et des énergies renouvelables, l'industrie, le bâtiment, les grandes infrastructures de base, les technologies de l'information et de la communication, le transport maritime, l'agriculture et les services. Organisée sous le slogan « Algérie: vision et nouvelles perspectives », ce rendez-vous tant attendu par l'ensemble des opérateurs économiques et professionnels locaux et étrangers, réunira cette année 473 exposants algériens et 156 étrangers. Parmi les faits marquants de cette foire, la présence du ministère de la Défense nationale (MDN), en tant que participant privilégié, après une première participation en 2022, lequel occupera une superficie de 3068 m², et sera représenté par au moins 15 établissements. Outre ce record en termes de participation qualitative des exposants et des pays participants, qui mettront en avant le meilleur de leurs produits, notamment des pays africains, arabes, européens, asiatiques et d'Amérique latine, cet événement verra la présence de la Chine et de la Russie, en tant qu'invités surprise, dans le cadre de participations individuelles. Il sera question durant cette FIA 2023 de promouvoir le partenariat et l'investissement en Algérie, comme tracé par le président de la République, dans le sillage de ses différentes visites d'état, en Italie, au Portugal et en Russie notamment. À noter, entre autres, qu'un important programme d'animation est prévu tout au long de la FIA, à savoir le 1er forum « Algéria expo-Invest », dédié à faire connaître les opportunités d'investissement prometteuses et les avantages offerts par la nouvelle loi sur l'investissement, ainsi que les opportunités d'exportation dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). Par ailleurs, des conférences économiques seront présentées par l'ambassade d'Italie en Algérie, ainsi qu'une conférence que présentera l'ambassade de Grande Bretagne en Algérie, intitulée « Schéma préférentiel pour les pays émergents », afin de présenter aux exportateurs algériens

les privilèges réservés aux marchandises exonérées de frais de dédouanement pour accéder au marché britannique.



AVEC 13 MILLIARDS DE DOLLARS D'EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES PRÉVUS CETTE ANNÉE : Notre économie s'éloigne de la rente.

Slogan creux il y a encore quelques années en arrière, la diversification de l'économie nationale commence à se sentir sur le terrain. Le premier bond notable a été réalisé fin 2019 lorsque les exportations hors hydrocarbures ont engrangé 1,7 milliard de dollars américains. Pari gagné si tant est que cette tendance dure jusqu'à ce que l'économie rentière soit derrière nous. Mais le véritable déclic a eu lieu en septembre 2021, à l'occasion de la réunion Gouvernement-Walis lors de laquelle le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a fixé un objectif relatif aux exportations hors-hydrocarbures. À savoir, réaliser 4,5 milliards de dollars à la fin de l'année alors qu'il avait tablé sur 7 milliards USD de rentrées pour le Trésor publics durant 2022. Moins de deux ans plus tard, la barre est placée encore haut avec notamment 13 milliards USD attendues durant l'année courante. En effet, ces résultats sont rendus possibles grâce à la nouvelle politique du Gouvernement qui s'inspire du programme économique du chef de l'État qui s'est distingué par le fait qu'il repose sur la performance et le rendement dans la réalisation du plan d'action. Par cette orientation nouvelle qui favorise l'émergence de l'entrepreneuriat appelé à supplanter la culture rentière, le Président et son exécutif ont réussi à aiguillonner l'économie nationale hors-hydrocarbures en tablant sur des secteurs créateurs de richesses. À savoir, pour ne citer que les plus rentables, l'industrie pharmaceutique, les industries chimiques, les matériaux de construction, l'agriculture et l'agroalimentaire. Lors de sa récente intervention au Forum économique international de Saint-Pétersbourg courant de sa visite en Russie, le chef de l'État a plaidé pour une économie algérienne forte, prospère et de moins en moins dépendante de l'énergie fossile. Évoquant les performances de l'économie hors-hydrocarbures, il a avoué que les chiffres réalisés par la diversification de la production nationale s'apparente à « un miracle » comparativement aux années, voire les décennies passées. « Nous avons réussi, pour la première fois, à augmenter le volume des exportations de 1,7 milliard de dollars en 2019 à 5 milliards de dollars en 2021, puis à 7 milliards de dollars en 2022, soit une progression annuelle de 30% », donne-t-il comme preuve à ce défi révélé au grand jour. Il convient de rappeler qu'au cours des 11 premiers mois de 2022, les exportations hors hydrocarbures du pays ont dépassé 10 % du total des exportations. Ce qui est une première dans l'histoire pour l'Algérie, qui plus est, a réussi à exporter ses produits vers les quatre coins du monde. En effet, selon les données chiffrées rapportées par l'APS, les engrais arrivent en tête des produits exportés (1,7 milliard USD), suivis du fer et de l'acier (plus de 500 millions USD), puis la filière du ciment avec près de 400 millions USD, et celle des produits détergents, qui a

réalisé plus de 48 millions USD d'exportations contre un (1) million USD en 2021. De plus, très demandées sur les marchés mondiaux, les dattes algériennes ont été exportées à hauteur de près de 80 millions USD en 2021.



D'importants moyens financiers mobilisés par l'Etat

La rationalisation de la consommation de l'énergie fait partie d'un vaste programme élaboré par l'Etat et dont la mise en œuvre nécessite la mobilisation de moyens financiers importants. C'est dans ce cadre qu'un montant de pas moins de 260 milliards de dinars a été consacré pour la mise en œuvre de ce programme.

Le Directeur général de l'Agence nationale de développement de l'utilisation et rationalisation de l'énergie, Merouane Chaâbane, qui a fait cette annonce, a souligné que l'Etat a alloué des sommes importantes pour mettre en œuvre le programme national de maîtrise de l'énergie dans le cadre de sa stratégie de rationalisation de la consommation et de la transition énergétique qui s'étend sur plusieurs étapes. Cela en mettant en œuvre le plan intérimaire qui s'étend de 2023 à 2030 visant à réduire la consommation d'énergie de 10%.

Le programme élaboré à cet effet comprend plusieurs activités et projets touchant le secteur de l'habitat, en tant que secteur qui consomme le plus d'énergie, soit de l'ordre de 46%, suivi des secteurs des transports et de l'industrie, dont la contribution financière au remplacement des équipements consommateurs d'énergie, à leur tête les climatiseurs et les chauffages pour les citoyens et les instances, ainsi que la contribution au remplacement des appareils et des lampes de l'éclairage public, à travers un programme renfermant 350 000 points lumineux et d'autres projets, dont le changement d'énergie des véhicules de l'essence au gaz de pétrole liquéfié (GPL).

Les activités menées par l'Agence, notamment les activités de sensibilisation au profit des citoyens et des grands consommateurs, « ont commencé à porter leurs fruits », selon le conférencier. Un plus grand nombre de citoyens et de grands consommateurs ont commencé à comprendre la politique de l'Etat en matière de rationalisation des consommations d'énergie et s'y engagent, a souligné M. Chaâbane à l'occasion des travaux du séminaire national sur l'économie de l'énergie et l'efficacité énergétique, qui s'est tenu à l'Université des Sciences et de la Technologie Mohamed-Boudiaf d'Oran.

Il a, en outre, annoncé le lancement au courant de cette année d'un projet pilote de chauffage et de climatisation collectifs dans l'un des organismes publics, qui sera choisi prochainement, et qui sera soit une collectivité locale, soit un établissement universitaire, soit un grand hôpital, dans le cadre d'une initiative visant un fonctionnement centralisé de ces dispositifs à grande échelle. Pour sa part, Boudghen Stambouli, de la même université, a donné un aperçu sur les travaux scientifiques qui se déroulent dans cet établissement universitaire comme contribution à la stratégie de l'Etat en matière d'économie d'énergie et de transition énergétique qui comprend une formation aux phases de Master et de Doctorat dans plusieurs domaines liés à l'économie de l'énergie, au développement des énergies renouvelables et des projets de recherche spécialisés dans le même domaine.

La même université a bénéficié dans ses travaux, dans le cadre de sa coopération antérieure avec six universités japonaises, du financement d'un projet d'étude et de recherche sur les énergies renouvelables d'une valeur de 5 millions de dollars, ayant pris fin en 2016, a indiqué M. Stambouli, ajoutant qu'un grand nombre de travaux scientifiques et de recherches sont toujours en cours dans ce domaine. Un ensemble de start-up ont pris part aux travaux de cette rencontre de deux jours organisée en coopération avec la Faculté de génie électrique de l'université des sciences et technologie Mohamed- Boudiaf d'Oran.



Un événement incontournable pour les investisseurs étrangers Tebboune inaugure la 54ème édition de la Foire internationale d'Alger (FIA).

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a procédé, hier, à l'inauguration de la 54ème édition de la Foire internationale d'Alger (FIA), au Palais des expositions (Pins maritimes, à Alger).

Cet événement d'envergure internationale a été placé, cette année, sous le thème : «Algérie: vision et nouvelles perspectives» et prévoit la participation de près de 640 exposants, algériens et étrangers. Après l'ouverture de la FIA, le Président Tebboune a sillonné plusieurs stands des participants dont le stand italien, l'invité d'honneur à cette nouvelle édition à laquelle ont pris part une dizaine d'entreprises italiennes, spécialisées dans divers domaines et, particulièrement, intéressées par un marché algérien, devenu plus compétitif et plus attractif.



Les Banques asiatiques à la conquête d'une connexion monétaire autre que le dollar Russie, Inde, Pakistan, Iran et Biélorussie favorisent l'alternative au Swift

Les Banques centrales asiatiques citées par l'agence de presse iranienne Irna ont accordé l'alternative iranienne au système Swift. En effet l'Asian Clearing Union (ACU), qui regroupe neuf pays asiatiques, a accepté d'utiliser le système de messagerie financière iranien comme alternative au système Swift, libellé en dollars, qui sert depuis longtemps de système nerveux financier au niveau mondial. Un début de la fin du dollar dans un monde multipolaire naissant. Le secrétaire général de l'Asian Clearing Union (ACU) a déclaré que «le système de messagerie financière iranien SEPAM remplacera SWIFT, un système international basé sur le dollar, dans les échanges commerciaux entre les membres de l'ACU à partir du mois prochain», rapporte-t-on. Lors d'un sommet à Téhéran en mai 2023 les membres de l'ACU ont convenu d'établir une alternative à SWIFT dans un délai d'un mois. L'adoption du SEPAM iranien sera une mesure provisoire, car l'ACU développera son propre système de

messagerie au cours des prochains mois. Créée en 1974, l'ACU regroupe aujourd'hui les Banques centrales de l'Inde, du Pakistan, de l'Iran, du Bangladesh, du Myanmar, des Maldives, du Népal, du Sri Lanka et du Bhoutan. La Biélorussie et l'île Maurice ont demandé à devenir membres de l'ACU lors du sommet de mai. Comme la Russie et la Biélorussie, l'Iran a été exclu de SWIFT dans le cadre du régime de sanctions économiques des États-Unis. La Russie et l'Iran ont établi leur propre connexion alternative, reliant le SEPAM iranien au système de messagerie financière de la Banque de Russie. En mai, le vice-Premier ministre russe Alexandre Novak a déclaré à la presse qu'«environ 80% de nos règlements mutuels se font en monnaies nationales : rials et roubles». Les nombreux pays qui veulent en finir avec le dollar, soit une dé-dollarisation est le résultat inévitable de l'utilisation abusive de la guerre économique par le gouvernement américain pour punir les pays qui s'opposent à son programme. Le nombre de sanctions américaines a explosé de 933% entre 2000 et 2021. Il n'est pas nécessaire d'être une cible actuelle des sanctions américaines pour être attiré par des alternatives commerciales non libellées en dollars. «Face à l'utilisation incessante et compulsive des sanctions par l'empire américain pour punir le non-respect de ses objectifs, tout gouvernement rationnel se méfierait de la possibilité d'être pris pour cible à cause d'une future controverse avec Washington», écrit Brian McGlinchey dans Stark Realities. L'initiative de l'ACU fait suite à un nombre croissant d'autres initiatives de dé-dollarisation dans le monde. Pepe Escobar, du site The Cradle, en a dressé la liste qui comprend : la Chine et la société française Total échangent du gaz national liquide en yuans. La Russie et la Chine utilisent le rouble ou le yuan pour plus de 70% de leurs échanges commerciaux. L'Inde et la Russie échangent du pétrole en roupies. La banque brésilienne Banco BBM devient la première banque latino-américaine à rejoindre l'alternative chinoise à SWIFT, le système de paiement interbancaire transfrontalier (CIPS). 19 pays candidats à l'adhésion aux Brics, le rival géopolitique du G7 qui comprenait à l'origine le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud. Comme l'a résumé Escobar : la dé-dollarisation est une réponse inévitable à l'effondrement du système monétaire américain.



Royaume-Uni : lancement d' un régime de préférences commerciales couvrant 37 pays africains

Le gouvernement britannique a annoncé, dans un communiqué, le lancement d'un régime de préférences commerciales avec 65 pays en développement, dont 37 en Afrique, baptisé «Système d'échanges commerciaux avec les pays en développement».

Le nouveau régime permet la suppression ou la réduction des droits de douane sur les produits importés des pays en développement ainsi que la simplification des règles commerciales.

«Le DCTS, souligne le communiqué, couvre 65 pays représentant une population de 3,3 milliards de personnes, dont plus de la moitié se trouve en Afrique ».

Avec ce nouveau régime, les entreprises britanniques économiseront plus de 770 millions de livres sterling (environ 983 millions de dollars) par an, grâce à la réduction ou à la suppression des droits de douane sur plus de 9 milliards de livres d'importations.

Le régime de préférences commerciales destiné aux pays en développement «créera des opportunités pour les entreprises du monde entier, en soutenant les moyens de subsistance, en créant des emplois et en diversifiant les chaînes d'approvisionnement locales et internationales ».

Pour le ministre d'Etat britannique des Affaires étrangères en charge du Commonwealth et du développement de l'Afrique, Andrew Mitchell, «le DCTS montre comment nous pouvons utiliser le commerce pour favoriser le développement. Il profitera aux commerçants du monde entier, notamment aux petites entreprises et aux entreprises détenues par des femmes».



Afreximbank : lancement de la filiale d'assurance AFReXinsure

La Banque africaine d'import-export (Afreximbank) a annoncé, dans un communiqué, le lancement officiel de sa filiale de services de gestion d'assurance, baptisée AFREXInsure, afin de mieux couvrir les risques liés au secteur du commerce en Afrique. Plusieurs missions sont assignées à cette compagnie.

« Avec une solide connaissance de l'Afrique, AFREXInsure mettra à profit son expertise en matière de risques en utilisant sa présence à l'échelle du continent et sa connaissance approfondie du marché africain pour fournir des solutions dans les domaines de la manutention, de la construction, des opérations et de l'énergie – des secteurs essentiels à la croissance et à l'établissement du commerce et de l'investissement à l'échelle intercontinentale », souligne le communiqué.

Aussi, commente Kanayo Awani, vice-présidente exécutive d'Afreximbank en charge de la Banque du commerce intra-africain, en réduisant les risques liés aux transactions ou aux investissements, «l'assurance peut contribuer à faire avancer la stratégie commerciale de ceux qui sont engagés dans le commerce intra-africain et permettre aux partenaires mondiaux de promouvoir leurs ambitions et leurs intérêts commerciaux en Afrique ».

La filiale d'assurance de l'institution spécialisée dans le financement du commerce en Afrique a été créée, ajoute le même responsable, pour « faciliter l'assurance des risques spécialisés afin de soutenir les entreprises dans les pays membres d'Afreximbank et atténuer ainsi les difficultés de l'Afrique qui doit compter sur des partenaires extérieurs pour architecturer la résilience économique et le développement du continent ».

أشرف على افتتاح الطبعة الـ54 لمعرض الجزائر الدولي

الرئيس تبون يؤكد الحرص على شراكة استراتيجية مع إيطاليا

أكد رئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون، الثلاثاء، بقصر المعارض بالجزائر العاصمة، حرص الجزائر على إقامة شراكة استراتيجية مع إيطاليا وتعزيز التعاون بين البلدين ليشمل مختلف المجالات والقطاعات.

وجاء ذلك خلال إشرافه على افتتاح الطبعة الـ54 لمعرض الجزائر الدولي، تحت شعار "الجزائر.. نظرة جديدة وآفاق جديدة"، حيث استقبل عند مدخل قصر المعارض، من قبل الوزير الأول، أيمن بن عبد الرحمان، ورئيس أركان الجيش الوطني الشعبي الفريق أول السعيد شنقريحة، ووزير التجارة وترقية الصادرات الطيب زيتوني، ووالي ولاية الجزائر، محمد عبد النور رابحي، والوالي المنتدب للمقاطعة الإدارية للدار البيضاء، والرئيس المدير العام بالنيابة للشركة الجزائرية للمعارض والتصدير، كما حضر مراسم افتتاح هذه الطبعة أعضاء من الحكومة وممثلون عن السلك الدبلوماسي المعتمد بالجزائر، حيث تبادل (وتوقف رئيس الجمهورية عند الجناح المخصص لإيطاليا (ضيف شرف هذه الطبعة الحديث مع مختلف المتعاملين وأبرز أهمية التعاون بين البلدين في عدة مجالات. وأعرب الرئيس تبون بهذا الخصوص عن ارتياحه لمستوى العلاقات بين الجزائر وإيطاليا التي تعود - مثلما قال - لسنوات طويلة، مشيرا إلى أن الجزائر مستعدة للتعاون مع إيطاليا في كل المجالات التي تهم البلدين ولدى توقفه عند الجناح المخصص لشركة "فيات" لصناعة السيارات، أكد رئيس الجمهورية على ضرورة الإسراع في الشروع في تصنيع سيارات هذه العلامة الإيطالية بالجزائر بما يلي احتياجات السوق الوطنية. وشدد على أن الدولة حريصة على تذليل الصعوبات، قائلا بهذا الخصوص إنه في حال وجود أي مشكل يحول دون تحقيق هذا الهدف، يمكن "التوجه إلى وزير القطاع المعني ومنه مباشرة إلى رئاسة الجمهورية".

وزار الرئيس تبون الجناح الخاص بالصناعة العسكرية لوزارة الدفاع الوطني، حيث استمع إلى عروض متنوعة في مجال الابتكار والتطوير الصناعي والعلمي والميكانيكي في كل ما يخص هذا النوع من الصناعات، أين أكد السيد الرئيس أن ما حققه الجيش الوطني الشعبي، سليل جيش التحرير الوطني هو فخر للجزائر ولشهادتها، في رسالة مؤثرة، تثمن دور الجيش الوطني الشعبي في المحافظة على أمن واستقلال البلاد.

كما طاف الرئيس، أيضا، بجناح الصناعات الميكانيكية، الوكالة الوطنية لدعم وترقية الاستثمار، الصناعات الغذائية، ومجمع صيدال، أين شجع مختلف المستثمرين وأصحاب الابتكارات في مجال المؤسسات الناشئة على مواصلة العمل لتحقيق قفزة في الإنتاج الوطني واستغلال فعاليات المعرض بإبرام عقود واتفاقيات تعاون مع نظرائهم في القطاع الخاص والمؤسسات العمومية الجزائرية والأجنبية، خاصة أن المعاينة الميدانية تثبت تطورا لافتا للصناعة الجزائرية وتفاعلها مع التكنولوجيا الحديثة في مختلف المجالات، وهو ما يدخل في صلب أولويات الدولة.

ونوه رئيس الجمهورية، بالمناسبة، بالتقدم الذي سجلته الجزائر في مجال الصناعة العسكرية، حاثا على ترقية الشراكة العمومية-الخاصة

وأبرز الرئيس تبون، خلال زيارته لجناح وزارة الدفاع الوطني والمؤسسات التابعة لها، أهمية الرفع من نسبة الإدماج الصناعي الوطني لاسيما في الصناعة الميكانيكية والعربات المدرعة والمحركات وأنظمة المراقبة وكذا الأسلحة.

وأكد رئيس الجمهورية أن ما تحقّقه الجزائر في هذا الميدان "يعد فخرا للجزائر وللجيش الوطني الشعبي" مضيفا: "يا ريت الشهداء الذين فجروا الثورة ببنادق الصيد يرون سليل جيش التحرير أين وصل...".
”الحمد لله

التابعة لوزارة الدفاع الوطني، حث "ERSV" وجناح مؤسسة إنتاج أنظمة المراقبة بواسطة الفيديو الرئيس تبون على أهمية قيام هذه المؤسسة بإشراك الشركات الوطنية على غرار المؤسسة الوطنية وكذا الخاصة ولا سيما المؤسسات الناشئة في تطوير وتصنيع أنظمة "ENIE" للصناعات الالكترونية المراقبة محليا.

وتسعى المؤسسة لإنجاز مصنع جديد لإنتاج تجهيزات وأنظمة المراقبة بواسطة الفيديو محليا "في القريب العاجل" مع نسبة إدماج وطنية عالية، وفق مسؤول الشركة

ولدى توقفه على مستوى جناح مؤسسة البناءات الميكانيكية بخنشلة، أثنى رئيس الجمهورية على تمكن المؤسسة مؤخرا من تصنيع "أول رشاش جزائري 100 بالمائة وهو رشاش من عيار 12.7 دوتشكا المحمول على العربات

ووفقا للشروحات التي قدمت بالمناسبة، تعمل المؤسسة كذلك، علاوة على إنتاج العديد من أنواع الاسلحة بمختلف العيارات والانماط، على تجسيد مشاريع لإنتاج العربات

وبهذا الصدد، دعا رئيس الجمهورية إلى إنتاج الادوات التي تدخل في الصناعة العسكرية والمدنية على حد سواء خاصة وأن والنسيج الصناعي الوطني يحصي العديد من شركات التعدين عبر كافة ربوع الوطن، يؤكد [الرئيس تبون](#)

وزارة المالية تنصّب خلية مركزية

أملاك الدولة تدخل "الرقمنة"

شرعت المديرية العامة للأملاك الوطنية، في عصرنة ورقمنة عمليات الجرد وتسيير الأملاك العقارية للدولة خارج التراب الوطني، كما أنهت المرحلة الأولى من مشروع البوابة الجغرافية متعددة الخدمات، وهي عملية تشاركية ضمت عدة قطاعات وزارية.

أحمد حمداني



● نصبت وزارة المالية مؤخرًا، خلية على مستوى ديوان الوزير، كلفت بمتابعة عملية الرقمنة والعصرنة بتصوراتها الجديدة في إطار تنفيذ توجيهات الرئيس عبد المجيد تبون المتعلقة برقمنة أملاك الدولة والمصالح الخارجية التابعة لها. هذه المصالح، مثلما كشفتها مصادر قطاعية، لـ "الخبر" بصدد وضع لمساتها الأخيرة لتجسيد مختلف مراحل إطلاق الخدمات الإلكترونية على مستوى المحافظات العقارية والمصالح الأخرى المتصلة بها. عمليًا أتت المديرية العامة للأملاك الوطنية بتصميم النموذج النهائي للبوابة الجغرافية ومختلف التطبيقات المرتبطة بها، حيث تطلق قريبًا هذه البوابة في معالجة المعلومات العقارية بشكلها الواسع الذي يتضمن المعطيات المسحية وصفة تشاركية مع مختلف القطاعات الوزارية الأخرى المعنية بالمعلومة العقارية.

وفيما يتعلق بالأملاك العقارية في الخارج التي كان يتم جردها بطرق تقليدية عبر سجلات ورقية، فقد بادرت المديرية العامة للأملاك الوطنية إلى عصرنة عملية جرد الأملاك المنقولة والعقارات التي تملكها الدولة في الخارج وتستعملها مثللياتها الدبلوماسية والقنصلية، على أن يتم وضع المعلومات في بطاقات إلكترونية تتعلق بالعقارات وغيرها. كما تعكف المصالح ذاتها على رقمنة الجرد بالنسبة إلى المنقولات أيضا وهي عملية تتيح للجهاز الوصية تسيير هذه الأملاك والتصرف فيها بطرق أكثر فعالية. ويجري في هذا الإطار، وضع بطاقات تعريف إلكترونية لمختلف العقارات وتشمل عملية الجرد الأملاك المنقولة التابعة للمثلليات الدبلوماسية

البوابة الإلكترونية الجغرافية تبرز مصادر مسؤولة، إلا بإشراك قطاعات أخرى ولهذا بادر وزير المالية، مطلع شهر جوان الجاري، حسب مصادرنا، إلى مراسلة وزارات السكن والعمران، الفلاحة والتنمية الريفية، الري والأشغال العمومية، الشؤون الدينية والبريد والمواصلات وقطاعات أخرى كل حسب اختصاصه.

خلية مركزية لمتابعة المشروع

من أجل ضمان جودة العمل

لإرساء رقمنة القطاع. وفي هذا الشأن، تراهن وزارة المالية على دور أكبر للفرقة الوطنية للتوثيق، من أجل الانخراط السريع في هذا المسعى وتعميم استعمال رقم التعريف الوطني لكل مواطن. ولا تزال الإدارة المركزية للأملاك الدولة، تنتظر التجاوب العملي مع مراسلات وزارة المالية لتطبيق محتوى التعليمات التي بلغت لمديري أملاك الدولة عبر الولايات.

بالتعاون مع الجهات المعنية

المنقولات أيضا وهي عملية تتيح للجهات الوصية تسيير هذه الأملاك والتصرف فيها بطرق أكثر فعالية. ويجري في هذا الإطار، وضع بطاقات تعريف إلكترونية لمختلف العقارات وتشمل عملية الجرد الأملاك المنقولة التابعة للمثليات الدبلوماسية والمنقولة وعددها وقيمتها.

في الاتجاه ذاته، دعا وزير المالية، عبد العزيز فايد، مختلف القطاعات، من خلال مراسلات رسمية، بمد المديرية العامة للأملاك الوطنية بمختلف المعطيات التي بحوزتها ذات الصلة بالعقار. وتهدف هذه المشاركة حسب مصادر مطلعة، لإثراء البوابة الإلكترونية للأملاك الوطنية. وكمرحلة لاحقة، هناك توجه إلى عقد اتفاقيات شراكة ما بين القطاعات لتبادل مختلف المعلومات إلكترونيا والتأسيس إلى مبدأ ديمومة التبادل التشاركي ضمن هذا الفضاء الذي أنشأته المديرية العامة للأملاك الوطنية.

سيكون هذا الفضاء الجديد متعدد القطاعات الوزارية، حسب ذات المصادر، أداة لاتخاذ القرار وترشيده وأداة أساسية وفاعلة لتأسيس الضريبة على الثروة. وتتكف هذه الهيئة في نفس السياق، على إعداد وإمضاء بروتوكول اتفاق سيكون ساريا في الأيام المقبلة، يسمح للأملاك الوطنية والمديرية العامة للضرائب، بتبادل المعلومات وتمكين مختلف مصالح الضرائب من الإطلاع على المعطيات المسحبة للتأسيس إلى ثلاثة أنواع من الضريبة، أولها الضريبة على العقار والضريبة على رفع النفايات الحضرية، والضريبة على الثروة. وكثيرة أولى، تم ربط المعطيات المسحبة على مستوى بعض المديريات الجهوية، ومنها المديرية الجهوية للجزائر عبر جهتيها، الشرقية والغربية وولايات البويرة، بومرداس وتيزي وزو.

هذه العملية تعتمد على ربط هذه الإدارات المحلية النموذجية بكافة المعطيات المسحبة، والجديد في العملية أن المعلومة العقارية ترفق برقم التعريف الوطني لكل شخص مالك لعقار. وقد بلغت نسبة تقدم هذه العملية النموذجية التي انطلقت قبل بضعة أسابيع 66 بالمائة.

وفي الإطار ذاته، وتجهت المديرية العامة للأملاك الوطنية، تعليمات صارمة إلى مديري أملاك الدولة على المستوى الوطني بصفتهم محرري عقود، على حتمية إدراج رقم التعريف الوطني كتعريف لهوية الأطراف المتعاقدة بالنسبة للعقود والتعاملات التي يبرمونها. وبالمناسبة وجه وزير المالية، عبد العزيز فايد، إرسالا مماثلا إلى وزير العدل حافظ الأختام، يدعو من خلاله إلى تعميم مبدأ استعمال رقم التعريف الوطني كمبدأ

استعمال رقم التعريف الوطني لكل مواطن. ولا تزال الإدارة المركزية للأملاك الدولية، تنتظر التجاوب العملي مع مراسلات وزارة المالية لتطبيق محتوى التعليمات التي بلغت لمديري أملاك الدولة عبر الولايات.

الرقم التعريفي الوطني.. ضروري ومفتاحي

من جهتها، تجاوبت وزارة العدل فوراً مع المسمى وقامت، حسب مصادر متطابقة، منتصف شهر أفريل 2023، بدعوة الغرفة الوطنية للتوثيق، إلى إشراك منتسبيها في العملية لتعميم إدراج رقم التعريف الوطني في مختلف التعاملات التوثيقية.

وفي جانب آخر، فإن المديرية العامة للأملاك الوطنية، أطلقت عدة مواقع نموذجية على مستوى التحصيل الجبائي عبر تطبيق جديدة ستسمح بتمكين مصالح الضريبة للولوج بأكثر نجاعة ونوعية من ناحية مضاعفة التحصيل الجبائي وتوسيعه لأكثر عدد ممكن من اتصال المعطيات المسحبة. وستشروع كذلك المصالح الخارجية للمديرية العامة للأملاك الوطنية، بإطلاق خدمات استصدار وثائق جد هامة يكثر عليها الطلب، سواء من المواطن أو من المتعاملين المهنيين، ولهذا تم وضع تطبيق رقمي يعنى بعصرنة نشاطات المحافظات العقارية.

وفي هذا الإطار، فقد فعلت مصالح الأملاك الوطنية، من خلال محافظات عقارية اتخذتها نموذجية ومن خلال المحافظات العقارية المنتشرة عبر التراب الوطني، العملية التشاركية التي ستتعمم في غضون أيام.

منصات لمراقبة كل عمليات التحصيل

ويتم حالياً وضع اللمسات الأخيرة لوضع تطبيقات رقمية أخرى متعلقة بتسيير ومراقبة التحصيل عبر كامل التراب الوطني، بالإضافة إلى برمجة رقمية أنشطة وعمليات يتضمن المراقبة الإلكترونية، وهو ما يسمح بتجسيد رقابة أكثر على وثائق القياس ووثائق تحيين المعطيات المسحبة.

تطبيقات أخرى جار تصميمها، حسب مصادر مصادرها، وكلها تطبيقات تستعد المديرية العامة للأملاك الوطنية لإطلاقها في آجالها لتقديم خدمة رقمية متكاملة حسب رزنامة مضبوطة وتندرج ضمن البوابة الرقمية التي تعتبرها المديرية العامة كأداة تسيير ومنصة تشاركية لمختلف القطاعات الوزارية والمهنيين والمواطنين، كل حسب الخدمة التي يرغب فيها، ومن خلال لوج خاص يمكن مرتادي هذه البوابة الاستفادة من خدمة إلكترونية بصفة آنية. ولا يمكن لهذا المسمى أن يتجسد وتطلق

والعمران، الفلاحة والتنمية الريفية، الري والأشغال العمومية، الشؤون الدينية والبريد والمواصلات وقطاعات أخرى كل حسب اختصاصه.

خلية مركزية لمتابعة المشروع

عملياً انطلقت جهود ربط القواعد البيانية المسحبة التي كانت موجودة، وهي عملية تتابعها وزارة المالية، من خلال خلية يشرف عليها مستشارون متخصصون ملحقون بديوان الوزير، أسندت لهم مهمة المتابعة الدقيقة لمختلف مسارات وعمليات إنجاز البوابة ومشروع الرقمنة، وهو ملف يحظى بالاهتمام والمتابعة اليومية من طرف الوزير، ومن خلاله السلطات العليا التي وضعت القطاع أمام مسؤولية تاريخية لتنفيذ مشروع الرقمنة والعصرنة.

معدات تقنية وكفاءات محلية والرهان كبير

وقد حظي الجانب اللوجستيكي باهتمام أكبر، من خلال إيجاد الأدوات لتنفيذ برنامج إطلاق البرمجيات التي تم تصميمها من طرف كفاءات القطاع دون اللجوء إلى مكاتب أجنبية، حيث تم تسخير فرق مختلطة ما بين المهنيين والتقنيين المهندسين من أجل تسريع وتيرة تصميم البوابات والتطبيقات.

وتجدر الإشارة إلى أن مشروع الربط وفي شأن متصل، تم مؤخراً في إطار صفقة مع اتصالات الجزائر ربط 408 موقعا يضم ويربط المصالح الخارجية للأملاك الوطنية فيما بينها بالألياف البصرية لضمان تدفق معلوماتي مستدام ضمن نطاق شبكة داخلية، كل ذلك لتأمين البطاقة المعلوماتية من جهة وبلوغ المشروع أهدافه في آجالها المحددة.

وقد سمحت عملية الربط البصري بوضع أرضية يجري تأمينها وتحسينها بأجهزة عالية الكفاءة وبالمعايير الدولية لتأمين الحماية وتسيير القواعد البيانية الرقمية. بالموازاة مع اقتناء معدات تقنية تسمح بتقديم خدمة إلكترونية عالية الجودة والفعالية، تشرك فيها مراكز التنفيذ الإقليمية وهي المحافظات العقارية ومفتشيات أملاك الدولية.

وسيفرج القطاع عن مرسوم تنفيذي يتضمن كل المستجدات عن إعادة هيكلة مصالح الحفظ العقاري ومسح الأراضي والإطار البشري المسير لهما. وفي الجانب الجبائي، تم إنشاء لجنة متابعة تضم إدارات مركزية عن أملاك الدولة والضرائب، ستشروع في إطلاق مراكز نموذجية تستخدم الأدوات الرقمية المستحدثة كأداة للتحصيل الضريبي وتوسيع نطاقه لكل الملاك المقيد في مصفوفة المسح وهو أكبر بكثير مما تحصيه إدارة الضرائب. أ.ح



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger